

Delphine ARMANDIN

Courriel : decidons.stleu@gmail.com

www.decidons-stleu.fr

APPEL AUX DONNS

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt

La contribution que vous faites aujourd'hui vous donne droit à une réduction d'impôt sur le revenu pour 66% de son montant, dans la limite de 20% du revenu imposable.

J'apporte mon soutien à la campagne électorale de Madame **Delphine ARMANDIN** pour l'élection municipale des 15 et 22 mars 2020 et je verse par **chèque bancaire** à l'ordre de Monsieur **Daniel COUTANT**, mandataire financier de **Delphine ARMANDIN**,

la somme de : euros

Le reçu qui me sera adressé par le mandataire financier, édité par la CNCCFP, me permettra de **déduire cette somme de mes impôts pour l'année fiscale 2020** dans les limites fixées par la loi.

Conformément à l'article L. 52-9 du Code électoral, M Daniel COUTANT, désigné mandataire financier de la campagne électorale de Mme Delphine ARMANDIN est seul habilité à recueillir des dons en faveur de Mme Delphine ARMANDIN dans les limites précisées à l'article L. 52-8 du Code électoral, modifié par la loi de finances pour 2006, article 5 II n° 2005-1719 du 30 décembre 2005, reproduit ci-dessous.

Fait à : Le :

Nom / prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Téléphone : Mobile :

Courriel :

Signature :

Formulaire à retourner à l'adresse suivante : 11 rue de la Paix 95320 SAINT-LEU-LA-FORET

Article L. 52-8 : réglementation des dons

Les dons consentis par une **personne physique** dûment identifiée pour le financement de la campagne d'un ou plusieurs candidats lors des mêmes élections ne peuvent excéder **4.600 euros**. Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. Tout don de plus de 150 euros consenti à un candidat en vue de sa campagne doit être versé par chèque, virement, prélèvement automatique, ou carte bancaire. Le montant global des dons en espèces faits au candidat ne peut excéder 20 p. 100 du montant des dépenses autorisées lorsque ce montant est égal ou supérieur à 15 000 euros en application de l'article L. 52-11. Aucun candidat ne peut recevoir, directement ou indirectement, pour quelque dépense que ce soit, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger. Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publicité par voie de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le versement du don.